



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

12 décembre 2001

Par l'équipe du Collectif

Numéro 83

Bonjour tout le monde. Nous vous transmettons copie du communiqué diffusé par le Collectif suite au budget fédéral de lundi dernier. Ci-dessous, vous pouvez lire d'autres réactions.

«Le ministre des Finances a oublié que la sécurité, c'est aussi être en mesure de se loger, de se nourrir, de se soigner...»

François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain

«Ce budget n'adresse pas les principales questions dès maintenant et pour des vraies personnes : le chômage, la crainte du chômage et l'anxiété concernant le niveau de vie et la qualité de vie. Les familles travailleuses canadiennes désirent plus que tout connaître la sécurité économique. Ce budget ne fait rien pour eux à cet effet.»

Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada

«Je suis de ceux qui croient à autre chose, qui croient que le gouvernement central, le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle majeur dans la lutte à la pauvreté en assurant le financement de programmes qui garantissent les droits à un revenu décent, à la santé, au logement et à l'éducation.»

Pierre Gaudreau, Montréal

«Le fossé entre les bien nantis de la planète et les démunis atteint une dimension inacceptable de sorte que la sécurité de tous est ultimement menacée. Le budget démontre que M. Martin a échoué à comprendre cette réalité.»

Robert Letendre, directeur général de Développement et Paix

Budget fédéral 2001

Un budget qui détourne l'attention des vrais problèmes

Québec, le 10 décembre 2001. La crainte du terrorisme a fait oublier la sécurité des Canadiennes et Canadiens les plus pauvres au ministre Paul Martin, estime le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté après écoute du budget fédéral.

Ainsi, le ministre reste muet dans son budget sur le cas des 270 000 personnes âgées qui ne reçoivent pas le supplément de revenu garanti auquel elles ont droit. Il y a quelques jours, un comité de la Chambre des Communes a révélé que ces personnes âgées ne recevaient pas ce supplément en raison d'obstacles administratifs. Le fédéral économise 400 millions \$ par année en sachant très bien que son inaction maintient des personnes déjà fragiles dans une très grande insécurité.

Le Collectif se désole que le ministre se réjouisse de maintenir les baisses d'impôt de 100 milliards \$ annoncées, qui iront aux ménages en mesure de payer des impôts, tout en laissant des milliers de personnes dans le besoin être privées d'un supplément de revenu annuel qui pourrait aller jusqu'à 6000\$.

«Ces dollars sont des dollars vitaux dont l'absence met les personnes en déficit humain, ce qui ne peut qu'affecter leur santé et leurs conditions de vie, explique Vivian Labrie, porte-parole du Collectif. Où sont ces 400 millions \$ et la mise en place des mesures d'accessibilité réclamées par le rapport unanime du comité dans le budget Martin? Il y a là un manquement grave à la mission fondamentale de l'État d'assurer une redistribution équitable de la richesse.»

Le Collectif s'insurge de voir les surplus fédéraux se construire sur le dos des plus pauvres, les surplus de la caisse d'assurance chômage en étant un autre triste exemple. Le ministre Martin maquille, mais ne résout pas ce problème dans le présent budget alors que des milliers de travailleurs et travailleuses précaires pourraient prétendre à une meilleure sécurité du revenu en période d'insécurité économique.

Le Collectif, qui propose à l'Assemblée nationale du Québec une loi sur l'élimination de la pauvreté, prétend que le gouvernement fédéral doit faire sa part au niveau canadien en vue de jeter les bases de sociétés sans pauvreté, tant en matière de transferts aux provinces que dans ses propres programmes. Ce n'est manifestement pas le cas depuis plusieurs budgets.

Pour le Collectif, la plus grande menace à la sécurité des personnes et à la qualité de vie au Canada réside dans l'accroissement des écarts entre les plus riches et les plus pauvres.